

TABLE DES MATIERES

Liste des principales abréviations	7
Introduction	11
Section I Traits généraux des organisations européennes	11
§ 1. Caractères communs aux organisations européennes	11
A) Composition	12
B) Création	12
C) Compétences	12
D) Capacité juridique internationale	13
E) Structure institutionnelle	13
§ 2. Diversité des organisations européennes	13
A) Composition	13
B) Domaines de compétences	14
C) Structure institutionnelle et pouvoirs	14
Section II Aperçu historique de la construction européenne	16
§ 1. Motifs ayant incité les États européens à s'unir	16
A) La réconciliation politique et la reconstruction économique après la Seconde Guerre mondiale	16
B) L'unité de l'Europe occidentale contre la menace soviétique	17
C) L'affirmation d'une identité européenne	17
§ 2. Conséquences de la chute du rideau de fer sur l'architecture institutionnelle européenne	18
A) L'intégration par étapes au sein des organisations occidentales	18
B) Le développement de la coopération subrégionale ou paneuropéenne	19
C) L'élargissement des missions ou des compétences des organisations européennes	19

PARTIE 1

L'UNION EUROPÉENNE

CHAPITRE I

Historique de la construction européenne	23
Section I Des Communautés européennes à l'Union européenne	23
§ 1. Naissance des Communautés européennes	23
A) La création de la CECA (traité de Paris du 18 avril 1951)	23
B) La création de la CEE et de la CEEA (traités de Rome du 25 mars 1957)	24

§ 2.	Évolution institutionnelle postérieure	25
A)	L'unification des institutions communautaires (traité du 8 avril 1965)	25
B)	Le compromis de Luxembourg (29 janvier 1966)	25
C)	La création du Conseil européen (9-10 décembre 1974)	26
D)	L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct (juin 1979)	26
§ 3.	L'Acte unique européen (17 et 28 février 1986)	26
§ 4.	Le traité de Maastricht sur l'Union européenne (7 février 1992)	27
§ 5.	Le traité d'Amsterdam (2 octobre 1997)	28
§ 6.	Le traité de Nice (26 février 2001)	29
§ 7.	Le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe	30
§ 8.	Le traité de Lisbonne (13 décembre 2007)	32
A)	L'adoption et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne	32
B)	Le contenu du traité de Lisbonne	33
Section II	De l'Europe des six à l'Europe des vingt-sept	36
§ 1.	Les conditions et la procédure d'adhésion	36
A)	Les conditions d'adhésion	36
B)	Les modalités de l'adhésion	36
C)	La procédure d'adhésion	37
D)	Le droit de retrait	38
§ 2.	Les « vagues » d'élargissement	40
A)	L'élargissement à la Grande-Bretagne, au Danemark et à l'Irlande	40
B)	L'élargissement aux pays du Sud (Grèce, Espagne et Portugal)	41
C)	L'élargissement à la Suède, à la Finlande et à l'Autriche	41
D)	L'élargissement à l'Est	41
§ 3.	Les pays candidats	43
A)	La Turquie	43
B)	Les pays des Balkans	44
C)	L'Islande	44
D)	Les conséquences de la guerre en Ukraine : l'ouverture du processus d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie	44
§ 4.	Les relations avec les autres pays voisins	44
A)	Les accords d'association	44
B)	La Suisse	45
C)	Les accords de stabilisation et d'association conclus avec les pays des Balkans	45
D)	La politique de voisinage	45
CHAPITRE II		
Institutions et organes de l'Union		47
Section I	Le Conseil européen	47
§ 1.	Composition et organisation	47
§ 2.	Attributions	49
Section II	Le Conseil	50
§ 1.	Composition	50
§ 2.	Attributions	51

Section III	Le Parlement européen	52
§ 1.	Composition	53
A)	Élection au suffrage universel direct	53
B)	Procédure électorale	53
C)	Nombre de représentants et principes de répartition	54
§ 2.	Organisation	54
A)	Statut des représentants	54
B)	Siège	55
C)	Fonctionnement	55
D)	Groupes parlementaires	56
§ 3.	Attributions	57
Section IV	La Commission.....	58
§ 1.	Composition	58
A)	La taille de la Commission	58
B)	La procédure de nomination	59
§ 2.	Statut	61
A)	Durée du mandat de la Commission	61
B)	Statut des commissaires	61
C)	Responsabilité de la Commission	63
§ 3.	Organisation et fonctionnement	63
A)	Le Président de la Commission	63
B)	Le principe de collégialité	64
C)	Organisation administrative de la Commission	65
§ 4.	Attributions	65
Section V	La Cour de justice.....	66
§ 1.	Historique	66
A)	La création de la Cour de justice des Communautés européennes	66
B)	L'institution du tribunal de première instance	67
C)	La réforme du système juridictionnel par le traité de Nice	67
D)	Les apports du traité de Lisbonne	68
E)	La réforme de décembre 2015	68
§ 2.	Les compétences du juge de l'Union	68
A)	Des fonctions multiformes	68
B)	Les limites à sa compétence	69
§ 3.	Les deux niveaux de juridiction composant la Cour de justice de l'Union européenne	71
A)	La Cour de justice	72
B)	Le Tribunal	76
Section VI	La Banque centrale européenne.....	79
§ 1.	Composition	79
§ 2.	Attributions	80
Section VII	La Cour des comptes.....	81
§ 1.	Composition	81
§ 2.	Attributions	82

Section VIII	Les organes européens	82
§ 1.	Les organes créés par les traités	82
A)	Le Comité économique et social	82
B)	Le Comité des régions	83
C)	La Banque européenne d'investissement (BEI)	84
§ 2.	Les organes non prévus par les traités	84
A)	Les agences européennes	84
B)	Les autres organes créés par les institutions	85

CHAPITRE III

Le processus de décision 87

Section I	Le processus législatif	87
§ 1.	Descriptif des procédures législatives	87
A)	La procédure législative ordinaire (art. 294 TFUE)	87
B)	La procédure législative spéciale	88
§ 2.	L'initiative de la Commission	89
§ 3.	Les modalités de vote au Conseil	90
A)	Champs d'application des différentes modalités de vote	90
B)	La définition de la majorité qualifiée	91
Section II	Les coopérations renforcées.....	92
§ 1.	Les formes de coopération à géométrie variable	92
A)	Les coopérations intergouvernementales hors traités	92
B)	La participation à la troisième phase de l'Union économique et monétaire : la zone euro	92
C)	Les dérogations permanentes accordées à certains États	93
D)	La clause des coopérations renforcées	94
§ 2.	Le régime juridique des coopérations renforcées	94
A)	Le régime de droit commun	94
B)	Le régime applicable à la PESC	95
§ 3.	Mise en œuvre et portée	95

CHAPITRE IV

Les compétences de l'Union européenne 97

Section I	L'évolution du cadre des compétences	97
§ 1.	Les dispositions issues du traité de Rome	97
A)	Une délimitation fonctionnelle des champs d'intervention	97
B)	La clause de flexibilité	97
§ 2.	Les évolutions postérieures au traité de Rome	98
A)	L'extension des champs d'intervention communautaire	98
B)	La recherche d'un encadrement plus strict de l'étendue des compétences	102
§ 3.	La rationalisation du cadre de répartition des compétences par le traité de Lisbonne	102
A)	Les motifs de cette rationalisation	102
B)	Les axes de la révision de Lisbonne	103
Section II	Les éléments constitutifs du cadre de répartition des compétences	104
§ 1.	Le principe de compétences d'attribution	104

§ 2.	Les catégories de compétences	105
A)	Les compétences exclusives	105
B)	Les compétences partagées	106
C)	Les compétences d'appui, de coordination ou de complément	106
D)	Les compétences faisant l'objet de dispositions spécifiques	107
§ 3.	Une délimitation matérielle des champs d'intervention complétée par l'identification d'objectifs	108
A)	La délimitation matérielle des champs de compétence	108
B)	La référence parallèle à des objectifs d'action	108
C)	L'importance du choix de la base juridique	108
D)	Les limites à l'action de l'Union dans les domaines de compétence restant à l'unanimité	109
§ 4.	La clause de flexibilité	109
§ 5.	Les principes de subsidiarité et de proportionnalité	110
A)	L'énoncé des principes	110
B)	Les modalités de mise en œuvre de ces principes	112
Section III	Les compétences d'exécution de l'Union	117
§ 1.	L'évolution du cadre juridique	117
A)	Le double principe posé par le traité de Rome	117
B)	La mise en place de comités de représentants des États membres	117
C)	Le renforcement des compétences d'exécution de la Commission par l'Acte unique	118
D)	La rationalisation opérée par le traité de Lisbonne	118
§ 2.	Les principes de base découlant du traité de Lisbonne	118
A)	La mise en œuvre du droit de l'Union : une compétence de principe des États membres	118
B)	L'exercice de compétences d'exécution au niveau de l'Union lorsqu'il convient d'en assurer une application uniforme	119
C)	La compétence de la Commission pour l'adoption des actes d'exécution	120
D)	Le contrôle des comités sur l'adoption des actes d'exécution par la Commission	120
CHAPITRE V		
Les sources du droit de l'Union		123
Section I	Le droit primaire	123
§ 1.	Les sources du droit primaire	123
A)	Les traités	123
B)	La Charte des droits fondamentaux	126
C)	Les principes généraux du droit de l'Union	133
D)	Les accords internationaux conclus par l'Union ou les États membres	134
Section II	Le droit dérivé	140
§ 1.	La nomenclature des actes de droit dérivé	140
A)	Le règlement	140
B)	La directive	141
C)	La décision	143
D)	L'avis et la recommandation	144
§ 2.	Régime juridique des actes de droit dérivé	145
A)	Choix de l'acte	145
B)	Motivation de l'acte	145
C)	Publicité et entrée en vigueur de l'acte	146

D)	Portée de l'acte dans le temps	146
E)	Modification, abrogation et retrait de l'acte	146
§ 3.	Les accords interinstitutionnels	147
§ 4.	Les actes unilatéraux hors nomenclature	148
A)	Les actes spéciaux prévus par les traités	148
B)	Les actes non prévus par les traités	149
§ 5.	Les décisions des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil	150
A)	Les décisions adoptées sur la base d'une disposition des traités	150
B)	Les décisions adoptées dans des cas non prévus par les traités	150

CHAPITRE VI

La hiérarchie entre actes de droit dérivé	151
A) La situation préexistante à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne	151
B) Les novations introduites par le traité de Lisbonne	151

CHAPITRE VII

Les rapports entre le droit de l'Union et les ordres juridiques nationaux	161
--	-----

Section I	L'intégration immédiate dans les ordres juridiques nationaux	161
§ 1.	Définition et fondement	161
§ 2.	Conséquences	163
Section II	L'effet direct des normes de l'Union.....	164
§ 1.	Une reconnaissance jurisprudentielle	164
A)	La situation en droit international public	164
B)	L'arrêt <i>Van Gend en Loos</i> (5 février 1963)	164
§ 2.	Les conditions de reconnaissance de l'effet direct	165
A)	Le critère écarté : le destinataire de l'obligation	165
B)	Le critère retenu : la clarté, l'inconditionnalité et la précision de l'obligation	165
§ 3.	Les formes d'invocabilité reconnues aux normes d'effet direct	166
§ 4.	L'applicabilité directe des sources de droit de l'Union	167
A)	Les traités institutifs	167
B)	Le droit dérivé	168
C)	Les accords externes	171
§ 5.	L'invocabilité des directives dans la jurisprudence du Conseil d'État	172
Section III	La primauté du droit de l'Union	173
§ 1.	Définition et fondement	173
A)	L'absence de consécration du principe de primauté par les traités	173
B)	Une œuvre jurisprudentielle	174
§ 2.	Portée	174
§ 3.	Conséquences	175
A)	Pour les autorités des États membres	175
B)	Pour les juges nationaux	176
§ 4.	La primauté du droit de l'Union en France	176
A)	La primauté sur les actes administratifs	177
B)	La primauté sur la loi nationale	177
C)	Droit de l'Union et Constitution	179

Section IV	Le renvoi au juge national pour la protection des droits que les particuliers tirent du droit de l'Union.....	187
§ 1.	L'autonomie institutionnelle et procédurale des États membres	187
§ 2.	L'encadrement de l'autonomie juridictionnelle et procédurale	188
§ 3.	Étendue des compétences du juge national	188
A)	Le droit au juge	188
B)	Le sursis à exécution et les mesures provisoires	189
C)	La responsabilité de l'État du fait de la violation du droit de l'Union	190
CHAPITRE VIII		
	Les voies de recours	193
Section I	Le contrôle juridictionnel des institutions de l'Union.....	193
§ 1.	Le contentieux de légalité	193
A)	Le recours en annulation	193
B)	La responsabilité de l'État du fait de la violation du droit communautaire	201
Section II	Le contrôle juridictionnel des États membres : le recours en manquement.....	204
§ 1.	Nature du manquement	204
A)	Un champ d'application largement défini	204
B)	Des possibilités de justifications du manquement quasi inexistantes	205
§ 2.	Procédure en constatation de manquement	206
A)	Déclenchement de la procédure	206
B)	La phase administrative préalable menée par la Commission	207
C)	La phase contentieuse devant la Cour de justice	207
§ 3.	Effets de l'arrêt de la Cour	208
A)	Exécution de l'arrêt	208
B)	Sanctions de l'inexécution de l'arrêt	209
Section III	La coopération entre le juge national et le juge de l'Union : le renvoi préjudiciel.....	211
§ 1.	Le renvoi préjudiciel doit porter sur une norme relevant du droit de l'Union	211
§ 2.	Le renvoi préjudiciel est ouvert aux juridictions nationales	213
§ 3.	Le renvoi préjudiciel est une procédure incidente au règlement d'un litige	214
§ 4.	Sauf si elle statue en dernier ressort, la juridiction nationale décide de l'opportunité du déclenchement de la procédure préjudicielle	215
A)	Les juridictions statuant en dernier ressort ont une obligation de renvoi	215
B)	Les juridictions ne statuant pas en dernier ressort ont une simple faculté de renvoi sauf en cas de doute sur la légalité de la norme	216
§ 5.	Le juge national est libre du contenu de la question préjudicielle mais dans le respect de certaines limites définies par la Cour de justice	216
§ 6.	La procédure devant la Cour de justice	217
§ 7.	Effets de l'arrêt préjudiciel	218
A)	L'arrêt préjudiciel a un effet obligatoire	218
B)	L'arrêt préjudiciel a un effet rétroactif	219
Section IV	Le recours en carence.....	219
§ 1.	Institutions à l'origine de la carence	220
§ 2.	Nature de la carence	220

§ 3.	Qualité pour agir : les titulaires du recours en carence	220
A)	Les requérants privilégiés : les États membres et les institutions de l'Union	220
B)	Les requérants non privilégiés : les personnes physiques ou morales	220
§ 4.	La procédure en carence	221
A)	La phase administrative	221
B)	La phase contentieuse	221
§ 5.	Effets de l'arrêt en carence	221
Section V	L'exception d'illégalité	222

CHAPITRE IX

L'espace économique et monétaire 225

Section I	Le marché intérieur	225
§ 1.	L'objectif de réalisation du marché commun, puis du marché intérieur	225
§ 2.	La liberté de circulation des marchandises	225
A)	Les principes posés par le traité	225
B)	L'interprétation de ces dispositions par la Cour de justice	226
C)	L'harmonisation des législations et des normes	228
§ 3.	La liberté de prestation de services et le droit d'établissement	228
A)	Les règles posées par les traités	228
B)	Le régime juridique de cette double liberté	229
C)	La difficile harmonisation des qualifications professionnelles et des règles nationales d'accès aux professions	230
D)	La directive de libéralisation des services (décembre 2006)	231
§ 4.	La liberté de circulation des personnes	231
A)	La double reconnaissance d'un droit de libre circulation des personnes et des travailleurs	231
B)	La mise en œuvre du principe de libre circulation	232
C)	Les limitations à la libre circulation	233
§ 5.	La liberté de circulation des capitaux	234
A)	La libération des mouvements de capitaux	234
B)	L'intégration des marchés financiers	234
C)	La surveillance du système financier	235
Section II	La politique européenne de concurrence	236
§ 1.	Le contrôle des pratiques anticoncurrentielles	236
A)	Les règles posées par le traité	236
B)	La mise en œuvre des règles anticoncurrentielles du traité	237
§ 2.	Le contrôle des concentrations	238
§ 3.	Le contrôle des aides d'État	240
§ 4.	Le régime des services d'intérêt économique général (SIEG)	241
Section III	L'Union économique et monétaire (UEM).....	244
§ 1.	La réalisation par étapes de l'UEM	244
§ 2.	Institutions et organes de l'UEM	245
A)	Le système européen de la Banque centrale (SEBC)	245
B)	Les institutions de l'Union	245
§ 3.	La coordination des politiques économiques et budgétaires	246
A)	La procédure pour déficits publics excessifs (DPE)	246

B)	Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC)	247
C)	La conclusion du traité intergouvernemental sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)	250
D)	La stratégie Europe 2020 et le semestre européen	250
E)	Le mécanisme de prévention et de correction des déséquilibres macroéconomiques excessifs (<i>two-pack</i>)	251
F)	Le placement des États en difficulté sous surveillance renforcée	252
Section IV	Le budget de l'Union	253
§ 1.	Généralités	253
§ 2.	Procédure budgétaire	254
A)	La procédure budgétaire avant le traité de Lisbonne	254
B)	La procédure budgétaire annuelle issue du traité de Lisbonne	254
C)	Le cadre financier pluriannuel (CFP)	256
§ 3.	Les ressources budgétaires	257
A)	Évolution du système de financement	257
B)	Les ressources actuelles du budget	257
C)	La procédure d'adoption des recettes propres	258
§ 4.	L'exécution	258
§ 5.	Le contrôle du budget	258
 Chapitre X		
	Les politiques de l'Union	261
Section I	La politique agricole commune	261
§ 1.	Historique	261
A)	L'institution de la politique agricole commune (APC) par le traité de Rome	261
B)	Le lancement de la PAC	261
C)	L'apparition d'excédents de production	262
D)	L'explosion des dépenses	262
E)	Les contraintes des négociations commerciales internationales	262
F)	Les réformes de la PAC	262
§ 2.	Bases juridiques	263
A)	Le premier pilier de la PAC : les organisations communes de marché (OCM)	263
B)	Le deuxième pilier de la PAC : les aides au développement rural	263
C)	Le processus de décision	264
D)	Le financement de la PAC	264
§ 3.	Perspectives	264
Section II	La politique de cohésion économique et sociale	265
§ 1.	Historique	265
§ 2.	Bases juridiques et principes de fonctionnement	266
A)	Les objectifs de la politique de cohésion	266
B)	Les principes de fonctionnement de la politique de cohésion	266
C)	La procédure d'adoption des règlements communautaires	267
D)	Les moyens financiers de la politique de cohésion	267
E)	Les fonds de la politique de cohésion	267
F)	Les objectifs d'intervention	268

§ 3.	La politique de lutte contre le changement climatique	269
A)	Historique	269
B)	Bases juridiques et plan d'action	269
§ 4.	La politique sociale	271
A)	Historique	271
B)	Bases juridiques	272
C)	Réalisations	275
D)	Bilan et perspectives	276
§ 5.	Transports	278
A)	Cadre juridique d'ensemble	278
B)	Le transport aérien	278
C)	Le transport ferroviaire	280
D)	Le transport maritime	281
E)	Le transport routier	281
§ 6.	L'énergie	282
A)	Historique	282
B)	Bases juridiques	283
C)	Réalisations	283
D)	L'action énergétique de l'Union face à la guerre en Ukraine	285
§ 7.	La protection de l'environnement	285
A)	Historique	285
B)	Bases juridiques	286
C)	Instruments d'action	286
D)	Axes d'action	287
§ 8.	La recherche et le développement technologique	289
A)	Historique	289
B)	Bases juridiques et moyens d'action	289
C)	Les réalisations	290
D)	Les programmes non communautaires de recherche	291
§ 9.	Culture et éducation	291
A)	Historique	291
B)	Bases juridiques	291
C)	Réalisations	292
Section III	L'espace de liberté, de sécurité et de justice	294
§ 1.	Évolution du cadre juridique et institutionnel	294
A)	Le développement de la coopération intergouvernementale	294
B)	Le lancement de la coopération Schengen	294
C)	L'inscription des politiques européennes d'asile et d'immigration dans le cadre de l'Union	294
D)	Les inconvénients d'une architecture complexe et la rationalisation opérée par le traité de Lisbonne	295
§ 2.	La coopération judiciaire	297
A)	Les bases juridiques	297
B)	Les réalisations	298
§ 3.	Les politiques d'asile et d'immigration	301
A)	Les bases juridiques	301
B)	Les réalisations	302

§ 4.	La coopération policière	307
A)	Les bases juridiques	307
B)	Les réalisations	307
§ 5.	La coopération Schengen	310
A)	Les dimensions de l'espace Schengen	310
B)	Le contenu des règles Schengen	310
C)	La crise de Schengen	311

CHAPITRE XI

L'action extérieure de l'Union 313

Section I **La politique commerciale commune** 313

§ 1.	Historique	313
A)	L'évolution du champ de compétence	313
B)	Les négociations commerciales multilatérales	314
§ 2.	Bases juridiques et moyens d'action	314
A)	Le champ de la politique commerciale commune	314
B)	Le processus de négociation et de conclusion des accords	314
C)	Le rôle du Parlement européen	316
D)	Les instruments de la politique commerciale commune	316

Section II **La politique étrangère et de sécurité commune** 317

§ 1.	Historique	317
§ 2.	Bases juridiques et moyens d'action	318
A)	Le cadre juridique	318
B)	Le cadre institutionnel	318
C)	Les autres moyens d'action	321

Section III **La coopération au développement** 322

§ 1.	Historique	322
§ 2.	Bases juridiques et moyens d'action	323
A)	Compétences et procédure de décision	323
B)	Objectifs	323
C)	Instruments d'action	323

Section IV **La politique de sécurité et de défense commune**..... 325

§ 1.	Historique	325
A)	L'échec de la Communauté européenne de défense (CED)	325
B)	L'institution de l'Union de l'Europe occidentale (UEO)	325
C)	L'échec du plan Fouchet	326
D)	Les velléités de revitalisation de l'UEO dans le nouveau contexte stratégique issu de la fin de la guerre froide	327
E)	L'institution de la PESD	327
F)	La dissolution de l'UEO	328
§ 2.	Principes et moyens d'action	328
A)	Des clauses de solidarité et de défense collective	328
B)	Une prise de décision à l'unanimité	328
C)	Les structures de commandement	328
D)	Les forces multinationales d'intervention	329
E)	Les opérations militaires extérieures	329
F)	Le financement des interventions militaires	329

G)	La coopération en matière d'armements : l'Agence européenne de défense et la coopération structurée permanente	330
H)	La boussole stratégique	330
I)	Le développement de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE)	330
§ 3.	Bilan	331
A)	Les interventions de l'Union	331
B)	Les perspectives d'une véritable Europe de la défense depuis l'agression russe contre l'Ukraine	331

PARTIE 2

LE CONSEIL DE L'EUROPE ET LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

CHAPITRE I

Le Conseil de l'Europe 335

Section I **Genèse et évolution** 335

§ 1.	Le choix d'une coopération intergouvernementale entre pays d'Europe occidentale	335
§ 2.	Les acquis historiques du Conseil de l'Europe	336
§ 3.	Le Conseil de l'Europe depuis la fin de la guerre froide	336

Section II **Composition**..... 337

§ 1.	Une adhésion liée au respect de critères géographique et politique	337
§ 2.	Un élargissement aux frontières du continent européen	338
§ 3.	Des procédures de retrait, de suspension et d'exclusion	339

Section III **Objectifs et compétences**..... 340

Section IV **Organes**..... 340

§ 1.	Le Comité des ministres	340
A)	Composition	341
B)	Compétences	341
§ 2.	L'Assemblée parlementaire	341
A)	Composition	341
B)	Fonctionnement	342
C)	Compétences	343
§ 3.	Le Secrétariat	343
§ 4.	Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE)	344
A)	Composition	344
B)	Fonctionnement	344
C)	Compétences	344
§ 5.	Le commissaire aux droits de l'homme	344
§ 6.	Les autres réunions ou conférences	345

Section V **Moyens d'action**..... 346

§ 1.	Les déclarations et recommandations	346
§ 2.	Les conventions européennes	346
§ 3.	Les accords partiels	348
§ 4.	Le budget	349
§ 5.	Les autres moyens d'action	349

CHAPITRE II

La Convention européenne des droits de l'homme 351

Section I **Évolution du système de la CEDH** 351

§ 1. **Un mécanisme novateur** 351

§ 2. **La réforme du système de contrôle** 352

Section II **Les droits et libertés garantis** 353

§ 1. **Bénéficiaires** 353

§ 2. **Nature des droits et libertés garantis** 353

§ 3. **Limites apportées aux droits et libertés garantis** 354

§ 4. **Interprétation par les organes conventionnels des droits et libertés garantis** 355

Section III **Le mécanisme de sauvegarde** 356

§ 1. **Organisation et fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'homme** 356

A) Composition de la Cour et statut des juges 357

B) Formations de la Cour 358

C) Procédure 359

§ 2. **Saisine de la Cour européenne des droits de l'homme** 359

A) Le recours étatique 359

B) Le recours individuel 360

§ 3. **Fonctions de la Cour** 361

A) Examen de recevabilité 361

B) Les irrecevabilités tenant aux compétences de la Cour 361

C) Les irrecevabilités de forme et de procédure 362

D) Règlement amiable 364

E) Examen au fond 364

F) Recours ouverts 365

G) Arrêts « pilotes » 365

§ 4. **Exécution de l'arrêt** 366

A) Les arrêts ont une force obligatoire pour les États 366

B) Le Comité des ministres est en charge du contrôle de l'exécution des arrêts 366

C) Les mesures prises pour améliorer l'exécution des arrêts de la Cour 366

PARTIE 3

LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

CHAPITRE I

Les organisations de sécurité et de défense 371

Section I **L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)** 371

§ 1. **Origine et composition** 371

§ 2. **Objectifs et compétences** 372

A) Missions premières 372

B) Missions nouvelles 373

§ 3. **Organes** 374

A) Structure civile 375

B) Structure militaire 375

§ 4. **Institution d'une coopération paneuropéenne** 376

Section II	L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)	377
§ 1.	Origine et composition	377
A)	La CSCE	377
B)	La transformation de la CSCE en OSCE	378
§ 2.	Objectifs et compétences	378
§ 3.	Organes	379
§ 4.	Réalisations	380

CHAPITRE II

Les organisations économiques 381

Section I	L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)	381
§ 1.	Origine et composition	381
§ 2.	Objectifs et compétences	382
§ 3.	Organes	383

Section II **Les organisations de coopération économique subrégionale** 384

§ 1.	L'Union Benelux	384
A)	Origine et composition	384
B)	Objectifs et compétences	384
C)	Organes	384
§ 2.	L'Association européenne de libre-échange (AELE)	385
A)	Origine et composition	385
B)	Objectifs et compétences	385
C)	Organes	386
§ 3.	L'Espace économique européen (EEE)	386
A)	Origine et composition	386
B)	Objectifs et compétences	387
C)	Organes	387
§ 4.	Le Conseil nordique	388
A)	Origine, composition et compétences	388
B)	Organes	389

Section III **Les institutions économiques de l'Europe de l'Est** 389

§ 1.	La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)	390
A)	Origine et composition	390
B)	Objectifs et compétences	390
C)	Organes	390
§ 2.	L'accord de libre-échange centre-européen (ALECE)	391
A)	Origine et composition	391
B)	Compétences et objectifs	391
C)	Organes	391
§ 3.	Le Conseil baltique	392
A)	Origine et composition	392
B)	Objectifs et compétences	392
C)	Organes	392

§ 4.	La Communauté des États indépendants (CEI)	393
A)	Origine et composition	393
B)	Objectifs et compétences	393
C)	Organes	394
§ 5.	La Zone de coopération économique de la mer Noire	395
A)	Origine et composition	395
B)	Objectifs et compétences	395
C)	Organes	395
CHAPITRE III		
	Les organisations scientifiques et techniques	397
Section I	La coopération dans le domaine de l'espace et des télécommunications.....	398
§ 1.	L'Agence spatiale européenne	398
A)	Origine et composition	398
B)	Objectifs et compétences	398
C)	Organes	399
§ 2.	L'Organisation européenne de télécommunications par satellites (Eutelsat)	399
A)	Origine et composition	399
B)	Objectifs et compétences	400
C)	Organes	400
§ 3.	L'Organisation européenne d'exploitation de satellites météorologiques (Eumetsat)	400
A)	Origine et composition	400
B)	Objectifs et compétences	400
C)	Organes	401
Section II	La coopération dans le domaine des transports	401
§ 1.	Transports aériens	401
A)	La Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC)	401
B)	L'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol)	402
§ 2.	Transports terrestres : le Forum international des transports (FIT)	402
A)	Origine et composition	402
B)	Objectifs et compétences	402
C)	Organes	403
§ 3.	Transports fluviaux	403
A)	La Commission centrale pour la navigation du Rhin	403
B)	La Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR)	404
C)	La Commission du Danube	405
D)	La Commission internationale pour la protection de l'Oder contre la pollution	405
Section III	La coopération dans le domaine de la recherche scientifique.....	406
§ 1.	L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)	406
§ 2.	La Conférence européenne de biologie moléculaire (CEBM)	406
§ 3.	L'Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral (ESO)	406
§ 4.	Le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET)	407

Section IV **La coopération dans le domaine de la propriété intellectuelle :**
l'Organisation européenne des brevets (OEB) 407

Index 409

Table des encadrés 411